

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI UPRONA DE L'OPPOSITION

BUJUMBURA le 13 décembre 2015

A Monsieur le Secrétaire
Général des Nations Unies

A
NEW-YORK.

TCPIA :

-S.E. Monsieur le Président Yoweli
Kaguta MUSEVENI, Président de la
République de l'Ouganda et
Médiateur dans le conflit burundais,

A
KAMPALA.

CONCERNE : Dernier cri de détresse d'un peuple en danger

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous avons l'insigne honneur de nous adresser à votre haute autorité pour lancer un cri de détresse pour vous demander de voler au secours du peuple burundais, aujourd'hui victime d'un génocide politico-ethnique en cours d'exécution depuis déjà le mois d'avril 2015.

Comme nous avons eu l'occasion de l'exprimer à maintes reprises, la grave crise qui secoue le Burundi tire son origine dans l'entêtement du Président Pierre NKURUNZIZA à briguer un 3^{ème} mandat en violation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et de la Constitution qui en est l'émanation.

En voulant se débarrasser de ces deux instruments qui ont ramené la paix et la stabilité dans le pays, M. NKURUNZIZA cherchait à se doter des moyens pour commettre ce génocide en brisant les équilibres ethniques au sein des corps de défense et de sécurité et en changeant les majorités de vote des lois au Parlement. Ainsi, il mettrait fin à la démocratie consensualiste.

Le génocide ethnico-politique en cours a débuté avec la répression aveugle des manifestants pacifiques contre le 3^{ème} mandat par des éléments de la Police Nationale, du Service National des Renseignements, avec l'appui de la milice Imbonerakure, devenus une véritable machine à tuer, et ce déjà depuis la fin du mois d'avril 2015.

EN

A

Déjà à ce stade, les rapports établis par les organisations de défense des droits de l'homme faisaient état de plus de 250 morts, sans compter les disparus victimes d'exécutions extra-judiciaires, plus d'un millier de détenus et plus de 250 000 réfugiés dans les pays voisins. Les Burundais dans leur diversité en termes de cadres d'action, ont lancé de nombreux cris d'alarme envers les Nations Unies, l'Union Africaine, la Communauté de l'Afrique de l'Est et beaucoup d'autres partenaires du Burundi. Malheureusement, en dehors des résolutions, décisions et sanctions symboliques, **aucune action concrète n'a été menée pour empêcher la machine génocidaire de continuer à tourner.**

Dans un deuxième temps, ce génocide a pris pour prétexte le putsch manqué du 13 mai 2015 pour procéder à un nettoyage progressif dans les rangs des corps de défense et de sécurité, dirigé principalement contre les éléments de ces corps suspectés de ne pas soutenir le 3^e mandat, et plus particulièrement les ex-Forces Armées Burundaises, aujourd'hui réduites à une condition de servilité.

Ce putsch a été également exploité pour brûler et détruire tous les médias et stations de radios et télévisions privés et contraindre à l'exil une soixantaine de journalistes privés, y compris l'expulsion des journalistes étrangers, pour opérer ce génocide à huis clos.

A une troisième étape, la stratégie de génocide a exploité l'assassinat du général Adolphe Nshimirimana et la tentative d'assassinat du Chef d'Etat-Major Général de l'armée, pour poursuivre et accélérer la destruction des Forces de Défense Nationale, le seul corps de défense et de sécurité qui avait gardé jusque là sa neutralité.

Comme stratégie permanente de commission du génocide, la Police et la milice Imbonerakure profitent des opérations de désarmement pour provoquer, arrêter, enlever, et tuer des gens, particulièrement des jeunes des quartiers contestataires du 3^{ème} mandat.

Aujourd'hui, le génocide politico-ethnique vient d'atteindre son paroxysme avec les événements tragiques des quatre derniers jours :

Dans un premier temps, des jeunes libérés de la prison de Mpimba dans la soirée du 8 décembre 2015, sans doute pour séduire l'Union Européenne, ont été sauvagement exécutés à leur domicile, le lendemain de leur libération.

Le pire vient de se produire tout au long de la journée de ce vendredi 11 décembre 2015, avec ce qui a été officiellement qualifié d'attaques de trois camps militaires (que nous condamnons par ailleurs, si cela devait s'avérer vrai), à des fins de ravitaillement en armes et munitions destinées à être utilisées pour libérer des prisonniers disséminés dans différentes maisons d'arrêt du pays.

EN

Ⓟ

Des informations concordantes, collectées ici et là montrent plutôt qu'il s'agit d'un plan monté bien avant cette pseudo-attaque pour commettre le génocide :

- i) Ces événements tragiques surviennent quelques semaines après que les hauts dignitaires du pouvoir illégal et illégitime de Bujumbura aient distillé des discours incitant à la haine et à la violence ethnique, avec une rhétorique génocidaire.
- ii) La veille des dites « attaques », le Premier Vice-Président, M. Gaston SINDIMWO, a pris soin d'évacuer ses proches habitant le quartier Nyakabiga, pour les mettre à l'abri. Ce qui indique qu'il était au courant du drame qui allait se produire.
- iii) Ladite « attaque » a débuté à l'aube de la journée du 11 décembre 2015, sans doute pour s'assurer d'une part que les habitants des quartiers ciblés restent terrés chez eux pour qu'aucune des victimes désignées n'échappe. D'autre part, pour éviter que personne ne soit témoin des exécutions, de l'évacuation des victimes par des véhicules de la Mairie de Bujumbura, de la police et de l'armée, ni ne puisse secourir les blessés, y compris le CICR de Bujumbura.
- iv) Alors que dans des situations moins graves et moins controversées, la police s'était toujours empressée de montrer des armes et uniformes saisis, aucune arme n'a pu être montrée, encore moins des rebelles capturés, de même que les victimes étaient tous habillés en civil lorsqu'ils n'étaient pas tout simplement en singlet, signe qu'ils étaient arrêtés à leur domicile ;
- v) Le rapport donné par le porte-parole de l'Armée dans la journée faisait état de 12 personnes tuées, uniquement dans les rangs de ceux qui ont attaqué ces camps militaires, en même temps qu'il déclarait que l'ennemi a été mis hors d'état de nuire et que les combats étaient terminés. Chose étonnante, le lendemain la même source a déclaré qu'il y a eu 87 personnes tuées dont des militaires et des policiers. Comment expliquer ce nouveau bilan macabre sinon que par les massacres génocidaires commis sur des jeunes, dans les quartiers contestataires de Nyakabiga, Musaga et Ngagara, pour ne citer que ceux-là.
- vi) Ce qui démontre le caractère génocidaire de cette hécatombe, c'est que d'une part, l'hypermajorité de ces jeunes ont été exécutés à leur domicile, après avoir défoncé les portails d'entrée, voire dans leurs chambres, et que d'autre part, ces tueries se sont étendues à des quartiers suffisamment éloignés des camps militaires « attaqués ».
- vii) D'autres cadavres continuent à être découverts ici et là, dans les divers quartiers, d'autres victimes ont été transportées en dehors de la ville pour être enterrées dans des fosse communes par des véhicules (à Mpanda, à Kanyosha, etc...).
- viii) A ce jour, les dernières estimations font état de 700 personnes sauvagement massacrées en deux jours, et le bilan risque d'être encore plus lourd. Ces missions macabres ont été exécutées cette fois-ci, par des équipes mixtes

EN

A

de la tristement célèbre Brigade Anti-Emeute sous commandement de Désiré UWAMAHORO, des éléments de l'Unité d'Appui à la Protection des Institutions (API) et du Service National de Renseignements (SNR), tous deux dépendant du Président de la République, ces différentes unités opérant étroitement avec des éléments de la milice imbonerakure et des FDLR.

- ix) Contrairement aux allégations gouvernementales, les méthodes d'exécution qui sont systématiquement les mêmes montrent que ces jeunes ne sont pas morts au combat : soit ils ont été tués avec une balle dans la tête et au même endroit, soit ils ont été ligotés les mains derrière le dos avant d'être exécutés.
- x) *Les propos tenus par les bourreaux génocidaires, spécialement des agents de l'API avant d'exécuter leurs victimes sont plus que révélateurs : « Vous chiens de tutsi, appelez Kagame qu'il vienne à votre secours » ; « Appelez vos Nations Unies, votre Union Européenne, votre Union Africaine pour qu'elles viennent vous secourir ».*
- xi) Alors que des cadavres jonchaient encore les rues, un Conseil des Ministres s'est tenu le plus régulièrement du monde sans que rien ne soit dit de manière explicite, ni sur la pseudo-attaque, ni sur les nombreuses victimes.
- xii) Plus grave encore, et dans la logique de la banalisation du crime qui caractérise la pratique génocidaire, le Gouvernement de facto de Bujumbura a plutôt organisé des marches-manifestations à travers tout le pays, pour encourager et féliciter les criminels et montrer que la situation est normale.
- xiii) Pris à son propre piège et rattrapé par le mensonge, le Gouvernement de facto de Bujumbura vient de procéder à un autre montage pour simuler un traitement judiciaire du dossier. En effet, il vient de ramasser plus de deux cents jeunes dans les différents quartiers qui sont déjà sous interrogatoire au Bureau Spécial de Recherche (BSR) et au Service National de Renseignements (BSR). Cette opération vise à dissimuler les crimes commis sur les nombreuses victimes innocentes de cette barbarie des quatre derniers jours.

Ces quelques faits, qui sont loin d'être exhaustifs, montrent à suffisance que le pouvoir illégal et illégitime de Bujumbura n'est plus dans la logique du « génocide à petit feu » qu'a annoncé M. Pierre NKURUNZIZA, lors de sa pseudo –investiture le 20 août 2015, mais plutôt dans un génocide à grande échelle. Déjà avant la tragédie des quatre derniers jours, un rapport de la Ligue ITEKA fait état de plus de cinq cents personnes tuées, auxquelles il faut ajouter des centaines enlevées ou portées disparues.

Au regard de ce qui précède, il apparaît clairement que les crimes qui se commettent aujourd'hui au Burundi, constituent ni plus ni moins des crimes de génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, tels que définis par la Convention de 1948 portant *prévention et répression des crimes de génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.*

EN

✍

Faute d'avoir pu prévenir, nous vous demandons, Monsieur le Secrétaire Général d'envoyer dans les plus brefs délais, une force d'imposition de la paix pour arrêter ce génocide. Si tel n'était pas le cas, la Communauté Internationale aura manqué à son obligation de protéger, comme ce fut le cas au Rwanda voisin en 1994.

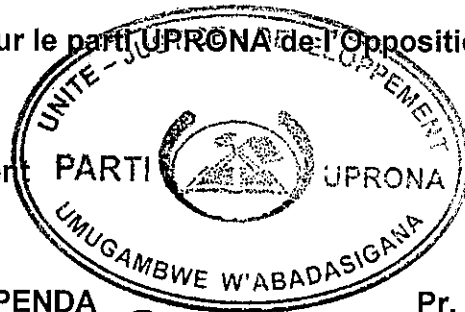
Nous vous saurions également gré de désigner d'urgence une commission d'enquête internationale chargée d'investiguer sur tous ces cas de violations graves des droits humains, afin de traduire leurs commanditaires et auteurs devant les juridictions compétentes.

Nous vous exhortons d'user encore une fois de votre autorité pour contraindre le gouvernement de facto de Bujumbura d'entamer sans délai, des négociations inclusives, car c'est la seule voie qui va régler définitivement cette grave crise que traverse le Burundi.

Comptant sur votre diligence, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de notre très haute considération.

Pour le parti UPRONA de l'Opposition,

Le Vice-Président



Le Président

Pr. Evariste NGAYIMPENDA

Pr. Charles NDITIJE

CPIA :

- Madame la Présidente de la Commission de l'UA, à ADDIS ABEBA ;
- Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CIRGL ;
- Monsieur le Secrétaire Général de la CAE, à ARUSHA ;
- Monsieur l'Ambassadeur de l'UE, à BUJUMBURA;
- Monsieur le Directeur de l'OHCDHB, à BUJUMBURA;
- Monsieur le Président de la CNIDH, à BUJUMBURA.